

Le coronavirus, opportunité inespérée pour liquider le baccalauréat national ?

La sanction est tombée vendredi 3 avril 2020 : il n'y aura pas d'épreuves finales de baccalauréat national (ni du diplôme national du brevet, DNB). L'annonce de Jean-Michel Blanquer à la suite des déclarations de son patron de Premier ministre la veille au soir, devenait de plus en plus inévitable au regard de la désastreuse situation sanitaire dans laquelle se trouve la France depuis que le coronavirus s'est répandu dans le pays. Seules compteront les notes de contrôle continu qui, dans le cas présent, peuvent apparaître comme la solution adéquate. Mais faisons attention au bénéfice que pourrait en tirer le ministre de l'(In)Education de moins en moins « nationale », qui a déjà saccagé cet examen national. En effet, en instaurant les E3C (épreuves communes de contrôle continu) comptant pour 30% de la note finale du bac, **Blanquer a amplifié la brèche désormais béante pour privilégier la « décentralisation » et l'« autonomie locale » des lycées.** Comment ne pas voir que le « succès » potentiel d'une notation totalement en continu servirait de prétexte pour liquider définitivement le bac ? « Trop cher », « trop complexe », « trop de problèmes », « trop de fraudes », « trop généreusement accordé », etc. : certes, le baccalauréat national comporte des défauts à corriger ; mais souvent, est avancée l'idée même de liquider complètement cet examen. **Une idée portée notamment par... le MEDEF, qui affirma un tel projet dans ses « 60 idées pour Emmanuel Macron »** proposées au Tartuffe de la République l'été suivant son élection. Et pour cause : selon l'auteur de cette « idée », le très néolibéral Nicolas Bouzou, sont attendues des économies « entre 50 et 100 millions d'euros pour les frais

d'organisation et 1,5 milliard d'euros liés à la suppression des cours des lycées pendant les épreuves ». Et de préconiser à la place... le contrôle continu : « À la limite, si notre Éducation nationale ne peut pas s'empêcher d'organiser un examen national, faisons en sorte que le bac soit réalisé sous la forme d'un contrôle continu et que l'on recrée le certificat d'études en fin de CM2 ». Le grand saut dans la sélection, déjà actée par « l'école de la confiance » de Blanquer à travers les établissements publics locaux d'enseignement international (EPLI), financés par l'UE et des « dons et legs » et recrutant à partir du... CP. Suffisant pour bénéficier d'une main d'œuvre servile qui sera « libre d'obéir » aux oukases d'un patronat prompt à appliquer le « projet éducatif » de l'UE défini par la stratégie de Lisbonne de 2000. Ces circonstances exceptionnelles pourraient donner des idées à un Blanquer toujours prompt à « réformer » les « spécificités » françaises, à commencer par la **destruction du bac** dont l'une des sources d'inspiration majeures de la contre-« réforme » Blanquer est... Pierre Mathiot, auteur du rapport remis au ministre en 2018 de directeur de l'IEP de Lille ; on notera au passage comment **Sciences Po est fâché avec les « concours » et « examens d'entrée »** eux aussi condamnés à la disparition pour être remplacés par le recrutement « sur dossier » ... Ajoutons à cela que le « baccalauréat européen » est sanctifié par « l'école de la confiance », et l'on voit bien que toutes les raisons pour éliminer le bac national sont réunies. **Macron/Philippe/Blanquer, le MEDEF et l'UE : ils détruisent le baccalauréat national ; stoppons-les avant qu'il soit trop tard !**

Vous travaillez dans l'Education Nationale, enseignant(e), personnel administratif, personnel de service, cadre de l'administration, vous souhaitez nous suivre ? vous souhaitez nous faire connaître des faits ?

Lisez notre site national <https://www.initiative-communiste.fr/>
la revue Etincelles (dont le dernier numéro est consacré à "L'Union Européenne - la fascisation")
- le compte Twitter du PRCF : @PRCF_
- le compte Youtube du PRCF -

SOUTENEZ LE PRCF ET LES JRCF, REJOIGNEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom: _____ Prénom: _____
Adresse: _____
CP: _____ Ville: _____
Courriel: _____ Téléphone: _____

A renvoyer à: PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux



Blanquer profite de la pandémie

pour mener jusqu'au bout ses réformes que nous rejetons !

« Nous sommes prêts » : Jean-Michel Blanquer ne cesse de répéter que « **tous les élèves peuvent continuer à travailler, à consolider leurs acquis** » en cette période de coronavirus, que tout est prêt pour assurer le fonctionnement de « l'école en ligne » et garantir la « continuité pédagogique », qu'aucun élève ne sera laissé sur le chemin et qu'il n'y aura pas de décrochage scolaire. Multipliant les vidéos de propagande, le ministre de l'(In)Education de moins en moins « nationale » se veut rassurant, affirmant qu'il y aura « une adaptation des pédagogies » quand s'effectuera le retour en classe. Le 4 mai ? C'est ce qu'a annoncé l'improvisateur Blanquer, qui avait annoncé le jeudi 12 mars à 15h37 que les établissements scolaires ne ferment pas... avant d'être lamentablement désavoué à 20h07 par le Tartuffe de la République Macron. Alors peut-on croire Jean-Michel Blanquer ? Nombre de parents et d'enseignants ne cessent de pointer du doigt les dysfonctionnements des cours en ligne, la difficile connexion, le suivi délicat d'élèves ne pouvant être aidés par leurs parents, etc. Et le ministre de reconnaître qu'il y a « **la diversité des équipements, la diversité des environnements familiaux, la diversité des contextes en général** » ; traduisez : **les inégalités.** Car la terrible crise sanitaire que traverse la France met en exergue, plus que jamais, la **ségrégation socio-spatio-scolaire croissante depuis que les euro-gouvernements successifs appliquent dogmatiquement la stratégie de Lisbonne de 2000** fixant pour objectif que l'UE ait « **l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde** » d'ici... 2010 (on apprécie le résultat en cette année 2020...). S'est progressivement imposée une vision de l'école misant sur « l'autonomie » des élèves, les « projets d'établissement », la primauté des « compétences » (tant pis pour la culture et la connaissance, reléguées comme des vestiges du passé humaniste... qu'il faut pourtant enseigner aux élèves !), la « diversité des parcours » et la nécessaire « adaptation pédagogique » ; sans compter la « mobilité » et la prétendue « formation » des enseignants, de plus en plus baladés d'un établissement à l'autre. L'évolution actuelle de l'(In)Education « nationale » se retrouve dans la loi dite de « l'école de la confiance » promulguée en 2019 et qui marque de facto **la fin de l'Education nationale** : la création des « établissements publics locaux d'enseignement international » (EPLI), préparant « **soit à l'option internationale du diplôme national du brevet et à l'option internationale du baccalauréat, soit au baccalauréat européen** » (article 6).



Fin d'un seul baccalauréat, voici les deux bacs : l'un pour les classes populaires et une bonne partie des classes moyennes (qui pourront espérer intégrer une « option internationale ») ; l'autre pour les enfants aisés et dont les parents connaissent les mécanismes et rouages du système scolaire, et intégreront les EPLI dont le budget « **peut comprendre des concours de l'Union européenne ou d'autres organisations internationales ainsi que des dons et legs** ». Le rêve du MEDEF de sélectionner directement à la sortie des écoles pourra être exaucé... Une nouveauté ? Certainement pas. Proviseur du Lycée franco-allemand (LFA) de Buc (Yvelines), Alain Houille se vantait des mérites d'une telle scolarité dans *Le Figaro* mi-mars 2020 : les élèves sont sélectionnés et testés « en français et en mathématiques », bénéficient par la suite d'un « programme plus dense » dispensé par des professeurs qui « **font l'objet d'une sélection selon le profil du poste** ».

Généreux, Blanquer ouvre la voie au recrutement... dès le premier degré. Bien entendu, le ministre a voulu les contestataires potentiels en précisant que l'Etat veillera « **à la mixité sociale des publics scolarisés** » : nous attendons d'en savoir plus sur les « publics scolarisés » (ou plutôt : LE public scolarisé) du LFA... La crise du coronavirus ne fait qu'exposer au grand jour l'ensemble de la politique profondément inégalitaire et destructrice de la République une et indivisible (qui elle-même n'existe plus depuis le 12 juillet 2018 et l'introduction du « droit à la différenciation » des « territoires »

dans la Constitution...) menée par le ministre de l'Embrigadement européiste, politique fièrement revendiquée le 16 mai 2018 à l'Assemblée nationale, quand il affirma qu'« **il est totalement prioritaire d'ancrer l'idée européenne chez les jeunes, en faisant bien comprendre que c'est leur avenir** ». « L'école de la confiance », c'est en réalité **l'école de la défiance** (permanente) à l'égard des enseignants – qui ne travaillent pas selon Sibeth Ndiaye – et **l'école de la concurrence**, les établissements scolaires pouvant mener des « expérimentations pédagogiques » concernant « l'organisation pédagogique de la classe, de l'école ou de l'établissement » ou encore « la répartition des heures d'enseignement sur l'ensemble de l'année scolaire dans le respect des obligations réglementaires de

service des enseignants ». Annualisation, contractualisation, sélection, autonomisation, différenciation (pédagogique) : les maîtres mots/maux de Blanquer et de tous les euro-gouvernements précédents. Plus que jamais, pour en finir avec l'école-marchandise qui sert les intérêts du MEDEF et (dé)forme de manière totalitaire des *homo europeanus* décérébrés par les programmes capitalistes, européistes, atlantistes et anti-communistes, avec « l'école de la confiance » qui asservit les enseignants, accroît exponentiellement les inégalités socio-spatio-scolaires (tel le LFA) et détruit une Education nationale une et indivisible, **il est vital de sortir de l'euro, de l'UE, de l'OTAN ET du capitalisme exterministe**.

A l'instar de toutes les périodes de « guerre » gérée par la classe de la Bourgeoisie, notamment en France, la période actuelle a donc conduit les Etats à affaiblir encore plus les droits fondamentaux, les droits des travailleurs, au nom de « l'union sacrée », sacrement pratique pour couvrir leurs décisions, leurs fautes. Depuis qu'elle a commencé, depuis qu'elle s'est concrétisée avec le confinement, Dr Jean-Michel a imposé une diète à Misteur Blanquer, par la répétition de déclarations enflammées envers les enseignants, envers les travailleurs de l'Education Nationale. Les mots, les expressions, les plus di-thyrambiques et empathiques, sont prononcés. Il faut dire que, tout en étant confinés chez eux, les enseignants ont été sommés de continuer à travailler, pour assurer la « continuité pédagogique » : autrement dit, continuer les cours, sans classe physique, avec les moyens du bord. Les moyens se sont révélés faibles. Les connexions au réseau ENT étant massives et effec-

tuées en même temps, les serveurs ont cédé. Professeurs et élèves ont été confrontés à des blocages. Celles et ceux qui ont voulu rester en contact avec les élèves, essayer de faire un cours, ont ou abandonné ou utilisé une énième application américaine, à propos de laquelle, des académies, des établissements, ont dit, d'un côté, qu'elle pouvait être utilisée, de l'autre, qu'elle ne pouvait pas être utilisée. L'annonce que le Bac va être construit sur le contrôle continu et un contrôle indéterminé de l'assiduité des élèves installe la réforme complète du lycée et du bac, un an avant de rentrer définitivement en vigueur, alors qu'elle fait l'objet d'un rejet, massif, majoritaire, de la part des enseignants. Pendant ce temps, Docteur Jean-Michel maintient son profit public, bonhomme, partout : des mots doux, de « la bienveillance ». Mais Docteur Jean-Michel reste une marionnette de Misteur Blanquer. Pendant ce temps-là, il ne renonce à rien – ce que prouve la préparation de la mise en œuvre des dota-

tions horaires par établissement, pendant cette période, dotations à la baisse qui conditionnent nécessairement une dramatique rentrée 2020/2021. Les précieuses manifestations publiques, à l'occasion desquelles les travailleurs se rencontrent, font entendre leur voix et leurs revendications, étant actuellement interdites et impossibles, nous nous retrouvons dans le meilleur des mondes de la bienveillance blanquerisée – où la novlangue devient réalité : « nous vous aimons » signifiant que nous continuons d'agir contre vous... Seul un renouveau communiste au sein du monde de l'Education Nationale et du monde enseignant sera à même de contribuer à ce qu'un rapport de force à notre avantage soit possible et réalisé. Le monde actuel fait la démonstration, en acte, que ce soit implicitement ou explicitement, que seule une politique communiste, en France, et dans le monde, nous permettra d'empêcher la spirale capitaliste de tous et toutes nous envoyer par le fond.

Covid-19 : un accélérateur de l'histoire... des concours dans l'éducation nationale.

L'annonce du report des concours externes de recrutements (écrit du CAPES reculé à juin-juillet, oraux reportés potentiellement en... 2021 !) pourrait-être l'occasion d'accélérer des réformes massivement contestées, en particulier autour du capes 2022 et du nouveau master MEEF (« métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation »... tout un programme !) 2020. Au lieu de suspendre ces réformes – qui, sous couvert de « professionnalisation », affaiblissent les contenus disciplinaires (nouvelles épreuves du capes, dont le 2d oral), exploitent prématurément une main d'oeuvre en cours de formation (stage en alternance à tiers temps en M2, puis stage de titularisation à temps plein...) – le re-

port des oraux pourrait, dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, donner lieu à des recrutements d'office des néo-admissibles, en tant que... contractuels ! Ainsi, ce dont nous ne voulions pas pour 2021-2022 arrivera plus tôt que prévu. Mais le stage en alternance à tiers temps, se fera dès la rentrée à temps plein, pour cause « d'effort de guerre ». Pour Frédérique Vidal, la pandémie aura donc fait des miracles. Il faut dire qu'avec le nombre croissant des plus de 60 ans dans l'EN, et par les temps qui courent... il faudra bien réquisitionner cette main d'oeuvre corvéable à merci, pour faire face à une pénurie récurrente de personnels, qui s'est aggravée depuis 2017.

Continuité pédagogique :

imposture et cheval de Troie

Ancien Recteur, ancien numéro deux du ministère de l'Éducation sous Sarkozy où il présida aux suppressions de dizaines de milliers de postes d'enseignants, le ministre Blanquer, bien entouré par Axa et la commission de Bruxelles, ne déroge jamais à la ligne euro-patronale dans l'Éducation.

Après Parcoursup et la réforme du bac et des lycées généraux technologiques et professionnelles, le coronavirus est l'occasion pour lui de pousser son avantage. Cela prend la forme notamment de l'injonction de « continuité pédagogique » auquel le ministre somme enseignants, élèves et familles avec l'idée sous-jacente que l'école pourrait continuer... sans école. Bien entendu, la continuité pédagogie sert les enfants accompagnés chez eux par des adultes disponibles mais pénalise les enfants des milieux populaires (suivre un cours sur un téléphone portable n'a jamais été facile, tandis que disposer d'un ordinateur portable, d'une chambre à soi, d'une imprimante, reste un bien très inégalement partagé) et aussi tout simplement les familles de ceux qui aujourd'hui sont en première ligne contre l'épidémie et qui ne pourront accompagner leurs enfants. Mais en outre, comme l'écrit la FSU 81, cela

« *présuppose nécessairement qu'un.e élève.e peut acquérir des savoirs, sans la présence d'un.e enseignant.e, grâce à de simples documents papiers ou numériques. Cela voudrait-il dire qu'il suffirait de lire ou d'entendre le savoir pour qu'il s'imprime dans la tête de l'élève ? Tout.e enseignant.e sait bien qu'il s'agit bien là d'une illusion, que l'élève ne retient que ce qu'il ou elle peut comprendre, à sa façon, selon son histoire, son ressenti, et que l'esprit n'est pas une cire vierge où s'inscrirait, comme par miracle, les savoirs. De très nombreuses recherches, même anciennes, le montrent. Une telle injonction en dit long sur la conception du métier d'enseignant de notre haute hiérarchie !* »



La continuité pédagogique est donc un piège, à la fois pour les familles et pour les enseignants "embarqués" vers un objectif non seulement impossible à atteindre mais qu'il serait dangereux de poursuivre. Car pour le ministre elle est surtout un levier afin d'avancer dans le vaste mouvement de « réformes » de l'Éducation dans les pas du pilotage européen dont le but affiché est de poursuivre la réduction drastique du budget de l'Éducation, et d'envisager le numérique, à distance, comme méthode générale d'enseignement. C'est ainsi que la « nation apprenante » lancée par le Ministère reprend le modèle de la « société apprenante » lancée en 2000 par l'European Rouan Table. Cette association des plus grandes sociétés privées de l'UE, directement connectée sur la commission de Bruxelles, avait alors établi une feuille de route pour l'école intitulée "Vers une Société Apprenante" visant à décloisonner l'école et l'entreprise, individualiser les parcours, développer l'employabilité, ouvrir les esprits à la concurrence, favoriser l'uberisation et faire de chacun un auto-entrepreneur de lui-même... Ce projet se déploie par ailleurs avec l'investissement massif de la commission de Bruxelles et du Ministère de l'Education, entourés d'une myriade de « start up », autour des « Blockchains ». Selon la définition proposée par le site **BlockChain France**, la « chaîne de blocs » est « une technologie de stockage et de transmission d'informations, transparente, sécurisée, et fonctionnant sans organe central de contrôle ». Ses promoteurs mettent

en avant ses supposés avantages techniques afin de mettre en place une base de données européenne contenant toutes les informations scolaires vérifiées et fiabilisées d'élèves. Mais derrière ces objectifs affichés, il ne faut pas gratter beaucoup pour trouver le véritable enjeu : la mise en place du cauchemar capitaliste éducatif, chaque individu responsable de son CV et de son employabilité certifiée par des compétences (techniques, sociales, personnelles...) mettant fin aux diplômes nationaux pour ouvrir en grand la porte à tous les groupes privés dispensant et validant les compétences par des plate-formes numériques individualisant tous les parcours et rompant toutes les solidarités. Bref, l'individu hors du collectif, seul responsable de sa formation tout au long de sa vie et essayant de monnayer celle-ci dans une contractualisation permanente avec le patronat.

Après les « réformes » du collège, du baccalauréat et des lycées généraux, technologiques et professionnels qui vont tout à fait dans ce sens, le gouvernement profite de la crise pour faire avancer et nous faire tous reculer. De la « continuité pédagogique » aux blockchains en passant par la « société apprenante », leur projet est cohérent. A nous d'opposer notre cohérence à la leur en résistant et en dessinant à nouveau un projet éducatif émancipateur basé sur la coopération, la solidarité, les valeurs collectives de l'humain faisant société pour le bonheur commun.